



18 décembre 2020

(20-9239)

Page: 1/3

Original: anglais

**INDONÉSIE – MESURES CONCERNANT L'IMPORTATION DE VIANDE  
DE POULET ET DE PRODUITS À BASE DE POULET**

**RECOURS DU BRÉSIL À L'ARTICLE 21:5 DU MÉMORANDUM D'ACCORD  
SUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS**

**NOTIFICATION D'UN APPEL PRÉSENTÉE PAR L'INDONÉSIE AU TITRE DE L'ARTICLE 16:4 ET  
DE L'ARTICLE 17:1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD SUR LES RÈGLES ET PROCÉDURES  
RÉGISSANT LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ("MÉMORANDUM D'ACCORD") ET DE  
LA RÈGLE 20 1) DES PROCÉDURES DE TRAVAIL POUR L'EXAMEN EN APPEL**

La communication ci-après, datée du 17 décembre 2020 et adressée par la délégation de l'Indonésie, est distribuée aux Membres.

Conformément à l'article 16:4 et à l'article 17 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (le "Mémoire d'accord") et à la règle 20 des Procédures de travail pour l'examen en appel, l'Indonésie notifie à l'Organe de règlement des différends sa décision de faire appel, auprès de l'Organe d'appel, de certaines questions de droit et interprétations du droit figurant dans le rapport du Groupe spécial de la mise en conformité intitulé *Indonésie – Mesures concernant l'importation de viande de poulet et de produits à base de poulet – Recours du Brésil à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends* (WT/DS484/RW), qui a été distribué le 10 novembre 2020 (le "rapport du Groupe spécial de la mise en conformité"). Conformément aux règles 20 1) et 21 1) des Procédures de travail pour l'examen en appel, l'Indonésie dépose simultanément la présente déclaration d'appel auprès du secrétariat de l'Organe d'appel.

Pour les raisons qu'elle développera dans sa communication à l'Organe d'appel, l'Indonésie fait appel des interprétations du droit ayant abouti aux constatations et conclusions juridiques du Groupe spécial de la mise en conformité, et demande que l'Organe d'appel les modifie ou les infirme en ce qui concerne les erreurs ci-après figurant dans le rapport du Groupe spécial de la mise en conformité:<sup>1</sup>

**I. Constatations et conclusions du Groupe spécial de la mise en conformité au titre de l'article 8 et de l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS**

L'Indonésie affirme que les constatations du Groupe spécial de la mise en conformité ayant abouti à sa conclusion que la seule et unique façon pour elle de se conformer à l'article 8 et à l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS était d'achever la procédure d'homologation constituent une erreur de droit. En outre, l'Indonésie estime que les constatations du Groupe spécial de la mise en conformité ayant abouti à sa conclusion sur la non-mise en conformité, indépendamment des événements qui se sont produits après l'établissement du Groupe spécial de la mise en conformité étant donné qu'un retard injustifié a été constaté dans la période ayant conduit à l'établissement du Groupe spécial de la mise en conformité et compte tenu du non-achèvement de la procédure, constituent également une erreur

<sup>1</sup> Conformément à la règle 20 2) d) iii) des Procédures de travail pour l'examen en appel, la présente déclaration d'appel comprend une liste indicative des paragraphes du rapport du Groupe spécial contenant les erreurs alléguées, sans préjudice du droit de l'Indonésie de mentionner d'autres paragraphes du rapport du Groupe spécial dans le contexte de son appel.

de droit, en particulier dans une procédure de mise en conformité. Ainsi, le Groupe spécial de la mise en conformité a fait erreur en constatant que l'Indonésie avait causé dans l'homologation du certificat sanitaire vétérinaire un autre retard injustifié incompatible avec l'article 8 et l'Annexe C.1 a) de l'Accord SPS.

L'Indonésie demande donc à l'Organe d'appel d'infirmar ou de modifier les constatations et conclusions du Groupe spécial de la mise en conformité figurant, entre autres, aux paragraphes 7.49 à 7.51, 7.53 et 7.54, ainsi qu'aux paragraphes 7.89 à 7.91. De plus, l'Indonésie demande aussi à l'Organe d'appel d'infirmar ou de modifier les conclusions et recommandations du Groupe spécial de la mise en conformité figurant au paragraphe 8.1 de son rapport.

## **II. Le Groupe spécial de la mise en conformité n'a pas procédé à une évaluation objective au titre de l'article 8 et de l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS**

L'Indonésie affirme que le Groupe spécial de la mise en conformité n'a pas procédé à une évaluation objective en ne tenant pas compte des faits nouveaux postérieurs à son établissement. Le Groupe spécial de la mise en conformité n'a pas examiné les faits nouveaux postérieurs à son établissement au seul motif que le Brésil a demandé l'examen des événements survenus après cet établissement uniquement à titre subsidiaire.

En outre, le Groupe spécial de la mise en conformité n'a pas non plus procédé à une évaluation objective en ne suivant pas d'une manière constante ses propres procédures de travail ni sa propre approche s'agissant de toutes les mesures en cause dans le différend. Ainsi, il n'a pas procédé à une évaluation objective lorsqu'il a évalué la mise en conformité de l'Indonésie avec l'article 8 et l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS.

L'Indonésie demande donc à l'Organe d'appel d'infirmar les constatations et conclusions du Groupe spécial de la mise en conformité figurant, entre autres, aux paragraphes 7.45, 7.46, 7.89 à 7.91 ainsi qu'aux paragraphes 7.72 à 7.88. De plus, l'Indonésie demande aussi à l'Organe d'appel d'infirmar les conclusions et recommandations du Groupe spécial de la mise en conformité figurant au paragraphe 8.1 de son rapport.

## **III. Le Groupe spécial de la mise en conformité a fait erreur en déterminant que la prescription relative au stockage frigorifique était incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994**

L'Indonésie affirme que le Groupe spécial de la mise en conformité a fait erreur en déterminant que les dispositions en matière de sanctions énoncées à l'article 28 a) et à l'article 31 du Règlement n° 29/2019 du MoT tel que modifié étaient incompatibles avec l'article III:4 du GATT de 1994 en raison des erreurs commises par le Groupe spécial de la mise en conformité dans son interprétation du règlement de l'Indonésie. En outre, l'Indonésie affirme aussi que le Groupe spécial de la mise en conformité a fait erreur en appliquant les dispositions juridiques aux faits de la cause.

L'Indonésie demande donc à l'Organe d'appel d'infirmar les conclusions du Groupe spécial de la mise en conformité ainsi que les interprétations et constatations juridiques qu'il a formulées, entre autres, aux paragraphes 7.160, 7.162 à 7.164, 7.168 à 7.171, 7.178 à 7.180, 7.194 et 7.206 de son rapport. De plus, l'Indonésie demande aussi à l'Organe d'appel d'infirmar les conclusions et recommandations du Groupe spécial de la mise en conformité figurant au paragraphe 8.1 de son rapport.

## **IV. Le Groupe spécial de la mise en conformité n'a pas procédé à une évaluation objective au titre de l'article III:4 du GATT de 1994**

L'Indonésie affirme que le Groupe spécial de la mise en conformité n'a pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi parce qu'il n'a pas garanti les droits de l'Indonésie en matière de régularité de la procédure en acceptant de nouveaux arguments du Brésil concernant les dispositions en matière de sanctions en rapport avec une infraction à la prescription relative au stockage frigorifique à un stade très tardif de la procédure de mise en conformité.

L'Indonésie affirme aussi que le Groupe spécial de la mise en conformité n'a pas procédé à une évaluation objective en autorisant le Brésil à introduire des arguments sur des mesures qui existaient déjà dans la procédure initiale mais, à l'inverse, en n'autorisant pas l'Indonésie à invoquer en tant

que moyen de défense un règlement indonésien qui existait déjà dans la procédure du Groupe spécial initial.

L'Indonésie demande donc à l'Organe d'appel d'infirmier les constatations et les conclusions du Groupe spécial de la mise en conformité figurant, entre autres, aux paragraphes 7.172 à 7.174, 7.194 et 7.206. L'Indonésie demande aussi à l'Organe d'appel d'infirmier les conclusions et recommandations du Groupe spécial de la mise en conformité figurant au paragraphe 8.1 de son rapport.

---